



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 2

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Togo pour 2021

Document d'action Programme de renforcement des services publics locaux (assainissement et gestion des déchets solides)

PLAN D'ACTION ANNUEL 2021

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23, paragraphe 2, du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1. SYNTHÈSE

1.1. Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Programme de renforcement des services publics locaux (assainissement et gestion des déchets solides) Numéro CRIS : NDICI AFRICA2021/043-286 Financé par l'Instrument de Voisinage, et de Coopération Internationale pour le Développement (IVCDI – Europe dans le monde)
2. Initiative Team Europe	Oui. Cette action est liée à l'Initiative équipe Europe Togo: « Décentralisation », à travers l'appui apporté aux pouvoirs locaux.
3. Zone bénéficiaire de l'action	Le programme sera mis en œuvre au Togo dans toutes les régions économiques du pays (régions Maritime, Plateaux, Centrale, Kara et Savanes), spécifiquement dans les communes qui abritent la ville chef-lieu de région.
4. Document de programmation	Document conjoint de programmation (DCP) Union européenne, France, Allemagne.
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	Cette action contribuera en priorité aux: Domaine prioritaire 1 « Appuyer le développement humain et l'inclusion socio-économique » : Objectif spécifique 1: L'accès aux services sociaux de base que sont l'eau, l'assainissement, la santé, l'éducation et la culture est renforcé : Résultat 1.7 : L'accès aux services d'hygiène et d'assainissement est augmenté. Et dans une moindre mesure :

	<p>Domaine prioritaire 2 « Soutenir les agro-industries durables et la gestion des ressources naturelles »</p> <p>Objectif spécifique 3 : Les mesures de préservation de l'environnement et de la biodiversité sont renforcées :</p> <p>Résultat 3.1 : La question du développement durable et du changement climatique est intégrée dans les plans de développement des communes.</p> <p>Domaine prioritaire 3 « Accompagner la consolidation d'une société apaisée et résiliente au Togo » :</p> <p>Objectif spécifique 2 : Les citoyens togolais, notamment les femmes et les jeunes, participent à la prise des décisions politiques et économiques tant au niveau national que local :</p> <p>Résultat 2.2 : La répartition des compétences entre l'État central et les collectivités locales est claire et s'accompagne des affectations nécessaires au niveau des collectivités locales en moyens humains, financiers, réglementaires et d'infrastructure ainsi qu'en termes de transparence, d'accès et de diffusion de l'information.</p>			
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	<p>Code CAD 14020 – Eau et assainissement</p> <p>Code CAD 41010 – Politique de l'environnement et gestion administrative</p>			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	<p>Principal ODD</p> <p>ODD 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau</p> <p>Autres ODD pertinents</p> <p>ODD 3 : Bonne santé et bien-être</p> <p>ODD 8 : Accès à des emplois décents</p> <p>ODD 10 : Réduction des inégalités</p> <p>ODD11 : Émergence de villes et communes durables</p> <p>ODD 13 : Lutte contre le changement climatique</p>			
8 a) Code (s) CAD	<p>Code CAD 14020 – Eau et assainissement</p> <p>Code CAD 41010 – Politique de l'environnement et gestion administrative</p>			
8 b) Principal canal de distribution	Commission européenne – 42001			
9. Objectifs de dépenses	<p><input type="checkbox"/> Migration</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Climat</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre</p> <p><input type="checkbox"/> Biodiversité</p> <p><input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance</p> <p><input type="checkbox"/> Éducation</p>			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
11. Marqueurs internes	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET			
12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire: 14 02 01 20</p> <p>Coût total estimé: 25 000 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE : 10 000 000 EUR</p> <p>Cette action sera en principe cofinancée conjointement par l'Agence française de Développement (AFD) pour un montant de 15 000 000 EUR en prêt souverain dans le cadre du Programme Environnement Urbain de Lomé, phase IV (PEUL IV).</p> <p>Cette action s'inscrit dans la cadre de l'Initiative équipe Europe Togo: « Décentralisation », à travers l'appui apporté aux pouvoirs locaux dans la gestion des déchets.</p> <p>L'Allemagne et la France participent à cette TEI avec des actions d'accompagnement du processus de décentralisation en cours notamment au niveau des mairies.</p>			

GESTION ET EXÉCUTION	
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité du projet GESTION DIRECTE par : Subventions GESTION INDIRECTE avec l’AFD et/ou une autre agence des États membres

1.2. Résumé de l’Action

Les défis de la décentralisation au Togo, les problématiques liées à la gestion des filières de gestion des ordures ménagères et de gestion des boues de vidange dues à la faiblesse structurelle des collectivités territoriales, combinées à une démographie galopante au niveau des centres urbains, motivent l’Action décrite dans le présent document. Celle-ci vise à **renforcer les services publics locaux dans les villes principales du Togo** dans le domaine de la gestion des déchets.

L’Action aura pour objectifs spécifiques :

- **OS 1. L’augmentation des capacités des collectivités territoriales (communes) en matière de gestion des déchets (solides et liquides)** – DCP domaine prioritaire 3 (« Société apaisée et résilience ») avec l’appui à la décentralisation, la répartition des compétences et la participation citoyenne.
- **OS 2. L’amélioration de la salubrité à travers la limitation des déchets et des nuisances environnementales** – DCP domaine prioritaire 1 (« Développement humain ») à travers l’accès aux services sociaux de base, énergétiques et numériques ; et domaine prioritaire 2 (« Gestion des ressources naturelles ») à travers la préservation de l’environnement et la biodiversité ;

L’action sera constituée de deux volets :

- **Volet 1 : L’accompagnement des communes** principales dans les 5 régions du pays (Dapaong, Kara, Sokode, Atakpamé et Tsévié) dans la mise en fonctionnement des investissements faits dans le cadre du Projet Eau potable et Assainissement au Togo-Phase 1 (PEAT 1) ainsi que du Projet Eau potable et Assainissement au Togo-Phase 2 (PEAT 2) du 11^{ème} Fonds européen de développement (FED) et dans la gestion technique et financière de la filière des déchets, depuis la collecte jusqu’au tri.
- **Volet 2 : L’augmentation des capacités techniques du Centre d’Enfouissement Technique (CET) de Lomé** en y intégrant notamment une dimension de tri, de recyclage, de valorisation des déchets et de production de biogaz, mais aussi des capacités de la gestion intercommunale

Cette action s’appuiera sur la poursuite de la coopération avec l’AFD dans la gestion de la filière de déchets pour valoriser les programmes en cours et permettre d’intégrer une composante locale dans les programmes à venir en lien avec les nouveaux défis institutionnels. Aussi, elle garantit l’opérationnalisation de la décentralisation par la capacitation technique et financière des collectivités territoriales en matière d’assainissement, tout en appuyant la transition écologique.

Cette action s’inscrit dans le cadre du **Pacte Vert**, et notamment du **Plan d’Action Économie Circulaire**, ainsi que de la priorité emploi et croissance. Elle contribuera à l’**ODD 6** « eau propre et assainissement ». Elle contribuera aussi à l’émergence de ville et communes durables (**ODD11**), à la création d’emplois décents (**ODD8**), à la réduction des inégalités (**ODD10**), à la lutte contre le changement climatique (**ODD13**) et aux conditions de vie des populations et de leur santé (**ODD3**).

L’action est également en droite ligne avec les grands thèmes du Consensus européen, notamment sur les thèmes « Peuples », « Planète » et « Prospérité ».

2. JUSTIFICATION

2.1. Contexte

Malgré une stabilité retrouvée et une croissance économique positive ces dernières années, le Togo reste l'un des pays les plus pauvres au monde avec environ 58,8 % des ménages ruraux vivant sous le seuil de pauvreté (2019)¹. La croissance économique s'est accompagnée d'une urbanisation rapide² et environ 2,9 millions de personnes³ vivent actuellement en zones urbaines et péri-urbaines.

Le contexte togolais est caractérisé par une accélération historique de son processus de décentralisation. Néanmoins, comme la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, le processus de décentralisation au Togo est confronté aux défis majeurs suivants : (i) le transfert des compétences et des ressources financières et matérielles vers les collectivités (ii) la déconcentration effective des services techniques de l'État au niveau des collectivités territoriales (iii) le renforcement des capacités humaines, matérielles et financières des structures étatiques chargées du pilotage de la décentralisation (iv) la faible participation de la société civile à la vie publique et (v) la faible représentativité des femmes dans la sphère publique. De plus, le passage de 21 à 117 communes implique de manière incontournable et irréversible une adaptation des finances publiques pour accompagner ce processus.

Par ailleurs, l'accès aux services publics essentiels reste également un défi de taille sur le territoire togolais. Les collectivités territoriales et les opérateurs nationaux sont confrontés à des problèmes de gestion et les infrastructures ne parviennent pas à suivre le rythme d'urbanisation et de la démographie urbaine. En ce qui concerne l'hygiène et l'assainissement, le pourcentage des ménages utilisant des installations sanitaires améliorées est passé de 55,8% en 2011 à 57,2 % en 2015. Il n'y a pratiquement pas de réseaux d'assainissement urbains au Togo et la plupart des eaux usées collectées sont déversées dans le système lagunaire, la mer ou l'espace public. De même, il n'existe aucune ville qui ne soit confrontée au problème de salubrité dû à l'absence ou aux carences de la gestion des déchets solides et l'ampleur croissante des volumes de déchets non gérés contribue significativement à la dégradation des sols, des eaux, de la biomasse mais également, à la perte de biodiversité et à l'accélération du changement climatique. En outre, la gestion des déchets permet de mitiger les risques liés aux phénomènes climatiques extrêmes tels que les inondations par une meilleure gestion des réseaux d'évacuation des eaux pluviales.

Des réformes ont été opérées sur la période 2010 – 2015 pour garantir une viabilité financière du service de l'eau potable et de l'assainissement en milieu urbain et semi urbain ; notamment la réforme qui a permis de distinguer clairement les fonctions « exploitation » et « gestion du patrimoine ». Ainsi, la société Togolaise des Eaux (TdE) a été transformée en société « fermière » et est chargée de l'exploitation du service public d'eau potable et d'assainissement collectif des eaux usées domestiques en milieu urbain et la Société du Patrimoine de l'Eau et de l'Assainissement Urbain (SP-EAU) a été créée et est chargée de la gestion du patrimoine, de la programmation et de la réalisation des investissements en milieu urbain et semi-urbain. Par ailleurs, la loi n°2007-011 du 13 mars 2007, relative à la décentralisation et aux libertés locales, établit en son article 53 que la commune est compétente pour l'établissement et la mise en œuvre des plans d'élimination des ordures et déchets ménagers, des déchets industriels, végétaux et agricoles, l'organisation de la collecte, du transport, du traitement et de la disposition finale.

Afin de répondre à ces problématiques, notamment en termes d'investissement, plusieurs actions ont été entreprises par le Gouvernement et ses partenaires financiers et techniques, notamment en ce concerne l'assainissement de Lomé et de 5 villes principales.

À Lomé, ville regroupant 25% de la population Togolaise, la municipalité a entamé en 2008 une réorganisation de l'ensemble de la filière de gestion des déchets solides, grâce à l'appui de l'AFD au travers de trois « projets d'environnement urbain de Lomé » (PEUL 1,2 et 3). Ces projets visaient à la restructuration, la consolidation et l'optimisation de la filière déchets sur le territoire du Grand Lomé. La première phase a permis de restructurer les modalités de collecte sur la Commune de Lomé et construire un réseau de points de regroupements intermédiaires permettant d'améliorer le réseau de pré-collecte et de collecte. La seconde phase qui a débuté en 2015 a principalement consisté en la construction de la première tranche au CET du Grand Lomé et a rendu possible non seulement la fermeture de l'ancienne décharge saturée, mais également de mettre fin progressivement aux dépotoirs

¹ <https://inseed.tg/download/1687/>

² +4% par an

³ +40% de la population estimée à 7,2 millions d'habitants selon le PNUD en 2012. À noter que les données démographiques sont fondées sur des projections effectuées à l'aide des taux de croissance moyens

sauvages sur le territoire de la ville. La troisième phase, toujours en cours, a pour objectif de procéder à la mise en sécurité environnementale de l'ancienne décharge et poursuivre l'optimisation de la filière via les structures de valorisation des déchets sur la ville. Par ailleurs, le paysage institutionnel du Grand Lomé a connu une évolution profonde ; 13 communes et un District Autonome du Grand Lomé ont été créés par la Loi sur la Décentralisation opérationnalisée mi 2019. Comme toute nouvelle entité, les communes nouvellement créées font face à des défis de ressources humaines, administratives et financières majeures.

Dans les autres villes principales (Atakpamé, Dapaong, Kara, Sokodé et Tsévié), la quasi-absence de gestion des déchets solides et liquides constituent un problème majeur de salubrité. Un travail conséquent financé par l'UE sur ces 5 villes au travers des PEAT 1 et 2 est en cours, notamment en ce qui concerne l'aménagement de décharges finales, de stations de traitement des boues de vidange, et la mise en place d'un système de collecte des ordures ménagères et de valorisation des déchets. L'ensemble des infrastructures ne sont que partiellement réceptionnées à ce jour. La loi n° 2007-011 portant Décentralisation prévoit, entre autres prérogatives, que les communes urbaines soient en charge du ramassage des ordures ménagères, excréta, eaux usées et autres déchets assimilés sur l'étendue de leur territoire. Néanmoins, ce service public essentiel est encore à un stade embryonnaire au niveau de ces chefs-lieux de Province.

D'autres initiatives ont été ou sont en cours de réalisation, sur ces thématiques. Il peut être cité :

- *UE*

- Phase 2 du Projet d'Aménagement Urbain au Togo (PAUT), à travers une délégation de fonds à l'AFD (43 000 000€) : assainissement pluvial de Lomé avec l'aménagement d'un 4ème lac, drainage des quartiers au nord de la zone portuaire. Ce projet a financé également la réalisation des Plans Directeurs d'Assainissement⁴ à Tsévié, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong.
- La Facilité de Coopération Technique a financé la modélisation hydraulique des réseaux d'eau potable des 5 chefs-lieux de région (Tsévié, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong)⁵.

- *AFD*

- Projet Environnement urbain à Lomé Phase 2– (PEUL 2) : ville de Lomé 5 000 000€ sur 5 ans (2011-2016). Gestion des déchets solides
- Amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural dans la région des Savanes –6 000 000€ sur 5 ans (2012-2017);
- *Coopération décentralisée* : Plusieurs collectivités françaises soutiennent leurs homologues Togolaises, avec le soutien du Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) dans certains cas : ville d'Issy-les-Moulineaux (Dapaong E&A), Niort (Atakpamé E&A, équipements marchands, éducation et santé), département des Yvelines (Aného assainissement domestique), Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) Kara assainissement collectif.
- *GIZ/KfW* : La *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (GIZ) soutient le secteur de la bonne gouvernance et de la décentralisation dans les villes de Tsévié, Kpalimé et Sokodé : Programme pour la bonne gouvernance et la décentralisation (ProDeG) 2012-2014 pour 3 250 000 € renouvelé pour 2014-2016 i/ soutien à la planification, ii/ renforcement des capacités et iii/ promotion de la société civile. Dans ces mêmes villes, la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) a approuvé le financement d'investissements économiques (marchés, gares routières, abattoirs).
- *BAD* : La Banque africaine de développement (BAD) a octroyé via la Facilité Africaine pour l'Eau une subvention (1200 000€) à la commune de Sokodé pour développer l'assainissement domestique par 900 concessions avec latrines, structurer la collecte, le transport et la valorisation des boues.
- *Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)* : finance le Projet d'Aménagement de la Zone lagunaire (PAZOL) pour 6 000 000€ : pavage et assainissement de voies aux alentours de la lagune de Lomé. La BOAD assure également la poursuite des travaux de dragage de la lagune (lac Est et lac de Bè) dans la continuité des interventions de l'AFD.
- *BM* : La Banque mondiale (BM) finance un projet de Réhabilitation et d'Entretien des Infrastructures à Lomé (PREIL) de 1 575 000 000 USD et le projet "PURISE I" d'Urgence de Réhabilitation des Infrastructures Urbaines (drainage/assainissement, voirie, eau potable et des Services Électriques (PURISE I) pour un montant de 55 800 000 USD. La BM prévoit la programmation d'un "PURISE II" (drainage/assainissement pluvial, voirie et éventuellement eau potable et des Services Électriques) pour un montant de 60 000 000 USD. Ce projet viendrait compléter utilement l'appui apporté par le PEUL, le PAUT et les PEAT 1 et 2.

⁴ En cours

⁵ 2015

2.2. Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes : Le processus de décentralisation a connu, depuis juillet 2017, plusieurs étapes d'évolution. En 2017, le défi était grand dans la mesure où le fonctionnement des collectivités territoriales était marqué par de nombreux dysfonctionnements au niveau conceptuel, opérationnel, humain et financier, ainsi qu'une faible articulation entre décentralisation et déconcentration. Les services déconcentrés ne répondaient pas suffisamment aux besoins des populations par manque de moyens et par une faible connaissance de leur mission au service de la population. Ces aspects restent toujours à renforcer, malgré un appui des partenaires financiers et techniques du gouvernement togolais, ces dernières années, d'autant plus que le paysage institutionnel a connu de profonds changements, récemment, ainsi qu'une augmentation de la pression démographique sur les principaux centres urbains du Togo. Sur le Grand Lomé, 13 communes additionnelles ont été créées et les principaux centres urbains regroupés avec des communes limitrophes, en une seule entité, menant à des défis en termes de ressources humaines, administratives et financières, pour la gestion des services publics essentiels.

Parmi les compétences dévolues aux Collectivités Territoriales, on compte l'établissement et la mise en œuvre des plans d'élimination des ordures et des déchets ménagers, l'organisation de la collecte, du transport, du traitement et de la disposition finale des déchets. La Commune est également compétente en matière d'adoption de mesures d'hygiène et de salubrité et de lutte contre l'insalubrité. Le Ministère de la Santé et ses directions régionales de l'assainissement et de l'hygiène du milieu (DRAHM) sont responsables de l'assainissement individuel domestique (eaux usées).

Les principales communes des 5 régions, y inclus Lomé ont bénéficié ces dernières années d'un appui en infrastructures et en équipement de la part de l'UE, notamment dans le cadre du Projet Eau Potable et Assainissement au Togo avec une première phase 'PEAT 1' sous le 10^{ème} FED et une seconde phase 'PEAT 2' sous le 11^{ème} FED, et les PEULs I, II, et III. Une partie de ces fonds a, par ailleurs, été allouée aux Municipalités afin de leur permettre de renforcer leurs capacités, notamment dans les aspects liés à la gestion des déchets liquides et solides.

À la fin de juillet 2021, sur les PEAT I et II, la majeure partie des infrastructures n'étaient pas encore réceptionnées, et la mise en place des filières de gestion des ordures ménagères et des boues de vidanges était encore à un stade embryonnaire. Les différents rapports de monitoring des 'PEAT 1 et PEAT 2 ont par conséquent identifié d'importants risques de non fonctionnalité, voire de perte des investissements consentis (infrastructures et équipements mis à disposition des communes bénéficiaires) en raison de la nécessité d'appui technique et financier à la gestion des ouvrages et la filière des déchets.

Pour ce qui concerne Lomé, la première tranche du Centre d'Enfouissement Technique (CET) n'a été conçue que pour 5 ans environ, et il a été observé une forte croissance démographique par l'augmentation de la population de 2 millions sur le territoire. Des investissements additionnels s'avèrent nécessaires pour faire face à cette nouvelle pression démographique, et à l'appui de la DAGL (District Autonome du Grand Lomé) dans l'organisation de cette filière.

Que ce soit pour les 5 villes des PEAT 1 et 2, ou Lomé, la mise en place d'un système de gestion des déchets, à l'échelle urbaine, nécessite en fait bien plus qu'un appui de quelques années, d'autant plus que celui-ci a consisté principalement en travaux et équipements. Maintenant que les investissements sont faits, la rentabilité et l'efficacité de leur fonctionnement exige un accompagnement technique et financier, notamment en matière de gestion pour assurer leur autonomie dans le contexte évolutif de décentralisation.

Par conséquent, en juillet 2021, le premier Plan d'Action Annuel (PAA) du nouveau Cadre de Programmation pluriannuel de la Coopération entre l'Union Européenne et ses partenaires dont les pays ACP, financé par l'Instrument de Voisinage et de Coopération Internationale pour le Développement (IVDCI – Europe dans le monde) prévoit un montant total de 50 000 000 EUR dont 10 000 000 EUR sont alloués à l'assainissement et la gestion des déchets en zone urbaine et en particulier, dans les 5 chefs-lieux de régions du pays, ainsi qu'à Lomé.

De plus, le développement et la bonne gestion de la filière déchets font partie des composantes fondamentales de la lutte contre le changement climatique ainsi que de la préservation des ressources naturelles et offrent des complémentarités avec les autres secteurs d'intervention de l'UE et de ses États-Membres dans le cadre du DCP à savoir l'environnement mais aussi la santé et l'accès à l'emploi.

Cette action est en lien avec les domaines prioritaires de la programmation conjointe et permettra de matérialiser une stratégie de sortie de l'UE de ce secteur en assurant la passation avec l'AFD tout en contribuant aux processus de décentralisation entamé par l'État togolais.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Le secteur Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) est encadré par plusieurs textes de politique sectorielle de référence au Togo. Ils comprennent entre autres :

- Le Plan National de Développement du Togo
- La politique Nationale d'Hygiène et d'Assainissement du Togo
- Le Plan d'Actions National du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement (PANSEA), ;
- La Loi n° 2010-006 portant organisation des services publics de l'eau potable et d'assainissement collectif des eaux usées domestiques ;
- **La loi n°2019-006 du 26 juin 2019 portant modification de la loi n°2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales.**

Les institutions du secteur de l'Eau Potable et Assainissement (EPA) comprennent le Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique villageoise (MEHV), le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la réforme foncière (MUHRF), le Ministère de la Santé de l'Hygiène Publique et de l'accès universel aux soins (MSHPAUS), le Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du développement des territoires (MATDDT). Le secteur de l'EPA a connu de nombreuses mutations ces dernières années (*La dernière en octobre 2020, passage du secteur du Ministère de l'agriculture, élevage et Hydraulique, à celui du Ministère de l'eau et de l'Hydraulique Villageoise*), et ce nomadisme institutionnel a contribué à affaiblir les capacités techniques du secteur tout en apportant plus de confusion dans la répartition de ses différentes missions.

Les textes répartissant les responsabilités dans le domaine de l'hygiène et de l'assainissement entre les différents ministères cités plus haut, leurs services déconcentrés, les collectivités territoriales, les Agences Nationales (ANASAP⁶, ANGE⁷), la SP-EAU et la TdE, du fait de leur récente révision, sont encore à consolider, certaines attributions se chevauchant, ce qui entraîne des conflits de compétences et une difficulté dans la coordination des différentes composantes du sous-secteur.

En ce qui concerne l'assainissement, les Collectivités Territoriales ont, entre autres compétences en matière de gestion des ressources naturelles et protection de l'environnement, l'établissement et la mise en œuvre des plans d'élimination des ordures et des déchets ménagers, l'organisation de la collecte, du transport, du traitement et de la disposition finale des déchets.

La Commune ou les communautés de communes (District Autonome du Grand Lomé - DAGL) est également compétente en matière d'adoption de mesures d'hygiène et de salubrité et de lutte contre l'insalubrité. En théorie, l'État a conféré aux communes des prérogatives non négligeables en matière d'eau et d'assainissement mais en pratique elles ne disposent pas d'assez de ressources pour pouvoir jouer leurs rôles.

Les bénéficiaires finaux seront les populations des villes ciblées. Elles ont notamment été consultées au travers des multiples discussions et échanges avec leurs représentants, les Comités de Développement de Quartier, qui sont parties prenantes du projet au niveau local

3. DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1. Objectifs et Produits

L'action s'inscrit dans le cadre du Pacte Vert, ainsi que la priorité emploi et croissance. Elle contribuera à l'ODD 6 « eau propre et assainissement », à l'émergence de villes et communes rurales (ODD 11), à la création d'emplois décents (ODD8), à la réduction des inégalités (ODD10), à la lutte contre le changement climatique (ODD13) et aux

⁶ Agence Nationale d'Assainissement et de Salubrité Publique, sous tutelle MUHRF (créée en 2014)

⁷ Agence Nationale de Gestion de l'Environnement

conditions de vie des populations et leur santé (ODD3). L'action est également en droite ligne avec les grands thèmes du Consensus européen, notamment sur les thèmes « Peuples », « Planètes » et « Prospérité ».

L'objectif principal de l'action décrite ci-après est de renforcer les services publics locaux au Togo dans le domaine de la gestion des déchets

L'action aura pour objectifs spécifiques :

OS 1 : Les capacités des collectivités territoriales sont renforcées en matière de gestion des déchets dans les 5 centres principaux du Togo et à Lomé.

OS 2 : La salubrité urbaine est améliorée dans les villes ciblées.

Deux volets constitueront l'action :

Volet 1 : Accompagnement des communes principales dans les 5 régions du Pays dans la mise en fonction des deux filières de gestion de déchets (ordures ménagères et boues de vidange), en continuation des projets PEAT 1 et PEAT 2 – (Sokodé, Kara, Tsévié, Dapaong et Atakpamé)

Volet 2 : L'augmentation des capacités du CET de Lomé, et la mise en place d'un système de valorisation des déchets.

3.2. Activités Indicatives

Dans le cadre du Volet 1, les activités envisagées sont les suivantes (4.2 M€ en gestion directe – ONG ou consortium ONG- ou en gestion indirecte avec une agence d'un État membre) :

Produit 1 : Une filière de gestion des ordures ménagères réaliste adapté au contexte et pérenne est organisée dans chacun des chefs-lieux ciblés par l'Action

A.1.1 : Complément du diagnostic effectué par les Assistance Technique Internationale (ATI) des PEAT 1 et PEAT 2, sur les 5 chefs-lieux ciblés dans le cadre de cette action. Ce diagnostic mènera à l'identification de plusieurs scénarii de modélisation du futur service de gestion de la filière par chefs – lieux.

A.1.2 : Création d'un cadre de concertation et de réflexion pour le choix du meilleur modèle de gestion (gestion directe par la Mairie, création d'une Régie, PPP) ; formalisation du modèle de gestion (réglementaire, ressources humaines, finances, outils adaptés).

A.1.3 : En fonction du scénario choisi, planification et lancement du service sur plusieurs quartiers pilote avec : (i) le renforcement des capacités des opérateurs de gestion des ordures ménagères (ii) le renforcement des capacités des services des mairies (formations, participation financière dégressive (via le Ministère de la Décentralisation)), (iii) renforcement des capacités des services déconcentrés de l'assainissement et de l'hygiène (SHRAM) (campagne Information, Éducation, Communication - IEC) (iv) renforcement des capacités des Comité de développement de Quartier - CDQ (formations, IEC) (v) Campagne de sensibilisation des populations (IEC ; fourniture de poubelle, en échange de l'abonnement).

A.1.4 : Mise en place d'un cadre de suivi-évaluation, ajustements du modèle de gestion et passage à l'échelle, avec responsabilisation progressive des différentes parties prenantes par un apprentissage pas à pas.

A.1.5 : Passation avec la Mairie et définition d'une stratégie de sortie en lien les Ministères de la décentralisation et techniques.

Produit 2 : Une filière de gestion des boues de vidange réaliste et adapté au contexte et pérenne est organisée dans chacun des chefs-lieux ciblés par l'Action

A.2.1 - Complément du diagnostic effectué par les ATI des PEAT 1 et PEAT 2, sur les 5 chefs-lieux ciblés dans le cadre de cette action. Ce diagnostic mènera à l'identification de plusieurs scénarii de modélisation du futur service de gestion de la filière par chefs – lieux.

A.2.2– Création d'un cadre de concertation et de réflexion pour le choix du meilleur modèle de gestion.

A.2.3 – Identification des acteurs clefs, renforcement de leurs capacités (équipements, formations), mise en place d'un système d'accréditations pour les vidangeurs manuels notamment, et définition du rôle opérationnel de chacun: e.g. vidangeurs manuels ou mécaniques, services techniques de la Mairie, gestionnaire de la station de traitement des boues de vidange.

A.2.5 - Mise en place d'un cadre de suivi-évaluation, ajustements du modèle de gestion, avec responsabilisation progressive des différentes parties prenantes par un apprentissage pas à pas.

A.2.6 – Passation avec la Mairie (définition stratégie de sortie – lien avec Ministère de tutelle + décentralisation) et définition d'une stratégie de sortie en lien les Ministères de la décentralisation et techniques.

Dans le cadre du Volet 2 (convention de contribution avec l'AFD), les activités envisagées sont les suivantes :

Produit 3 : Le District Autonome du Grand Lomé entité organisatrice des services publics locaux est appuyée dans la mise en place d'un système de gestion des déchets durable

A.3.1 – Mobilisation du potentiel fiscal (impôts) et non fiscal (taxes) sur le territoire du Grand Lomé avec (i) accompagnement au déploiement d'un système d'information foncier (élargissement de l'assiette, optimisation et transparence de la mobilisation des recettes fiscales) (ii) l'appui à l'amélioration des processus relatifs aux redevances et prestations de service.

Produit 4 : La gestion des déchets sur le territoire du Grand Lomé est améliorée :

A.4.1 – Extension du CET existant par (i) l'aménagement d'une deuxième tranche du CET, composée de 16 alvéoles

A.4.2 – Amélioration significative du CET, grâce à une meilleure prise en compte des enjeux climatiques, environnementaux et de la biodiversité par (i) l'inclusion d'un module de nanofiltration et ultrafiltration, ainsi qu'un dispositif de monitoring renforcé pour améliorer l'efficacité du traitement des lixiviats, des aménagements améliorant l'écoulement des eaux de pluie, un renforcement des voies d'accès pour réduire la vulnérabilité du CET aux risques climatiques principaux de la zone, par (ii) l'aménagement 'une zone humide en aval, et (iii) l'aménagement d'un parcours pédagogique dans l'enceinte du CET permettra de valoriser cette biodiversité.

A.4.3 – Amélioration de l'organisation de la gestion des déchets, dans la continuité des actions déjà entreprises dans le cadre des PEUL1, 2 et 3.

A.4.5 – Poursuite et intensification des démarches initiées par le DAGL pour réduire les volumes de déchets transportés et traités.

La contribution de l'UE à l'Initiative Team Europe (TEI) prévue dans ce plan d'action annuel (10 000 000 EUR) sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si la TEI ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de la TEI.

3.3. Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie B (ne nécessitant pas d'EIE, mais pour laquelle les aspects environnementaux seront pris en compte au cours de la conception).

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet)

L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Le projet participera activement à la protection de l'environnement à plusieurs titres : l'opérationnalisation des filières de gestion de déchets solides et liquides sur les 5 villes principales du Togo et de Lomé et la mise en place de filières de valorisation des déchets. Par ailleurs, l'amélioration de la salubrité de ces villes aura pour conséquence l'amélioration du cadre de vie des populations ciblées, et protégera les ressources en eau et l'environnement de manière général.

La problématique du changement climatique est prise en compte par l'opérationnalisation des centres d'enfouissement techniques qui minimiseront fortement l'incinération des déchets contribuant aux émissions de gaz à effet de serre (GES) en évitant l'incinération de plus de 60% des déchets. Le projet propose certains leviers spécifiques à travers les valorisations de déchets qui a également une contribution bénéfique en matière de réduction des émissions de GES. Le compostage des boues de vidange et des déchets organiques et la valorisation du compost dans l'agriculture

favoriseront l'amélioration de la productivité agricole, ce qui contribuera à la promotion de l'économie verte dans la zone.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Le projet a comme objectif de faire participer de façon équitable hommes et femmes à la résolution des problèmes liés l'assainissement (gestion, utilisation). Cette participation équitable sera rendue effective par le mode de représentation du personnel des Comités de quartier (CDQ) et la promotion de la parité homme-femme pour les personnes impliquées dans les structures mises en place. Le projet comprend des investissements qui sont susceptibles d'améliorer substantiellement les conditions de la femme : l'amélioration de l'accès à de meilleures conditions d'assainissement (volets boues de vidange et déchets) est globalement favorable aux femmes.

Droits de l'Homme

L'intervention sera attentive aux questions des droits de l'homme, qu'il s'agisse de droits fondamentaux, de droits lié au travail ou des droits de l'enfant. Dans toutes les activités, la cohérence avec la promotion des droits humains sera assurée.

Invalidité/Handicap

À l'exception des cadres de concertation et réflexion prévus dans l'OS1, l'action n'est pas considérée comme particulièrement pertinente pour l'inclusion des personnes souffrant de handicap. Le tri des déchets dans les CET peut présenter des opportunités d'inclusion mais qui sont difficilement identifiables à ce stade. Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0

Démocratie

La stratégie de l'Action face à la décentralisation est double : i/ assister les CT dans la construction de leurs rôles au sein du contexte de décentralisation et ii/appuyer le développement de compétences au sein des CT avec un transfert graduel des responsabilités, particulièrement pour les questions d'assainissement.

L'Action promouvra le dialogue au niveau des communes au travers de cadres de consultation et de réflexion qui ont. Une enveloppe est prévue pour appuyer la société civile pour des activités de sensibilisation.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

La résilience peut se comprendre dans le cadre de cette action comme une meilleure capacité économique à moyen et long terme pour faire face à des difficultés environnementales : l'accès à l'assainissement permettront de dégager du temps aux activités génératrices de revenus.

Réduction des risques de catastrophes

L'action devrait mitiger le risque de catastrophe sanitaire lié aux déchets liquides et solides par l'organisation de filières de collecte, transport et traitement/stockage.

Autres considérations le cas échéant

La malnutrition causée par l'infestation des vers intestinaux rend les enfants moins disponibles à l'éducation. Le manque de latrines dans les écoles tend à réduire la fréquentation scolaire des filles. Les maladies d'origine hydrique (et principalement le paludisme) causés par l'insalubrité restent les cas les plus fréquemment rencontrés dans les centres de santé régionaux. L'action s'attachera à favoriser au sein des communautés une prise de conscience élargie des rapports existants entre le manque d'hygiène et les maladies qui en découlent. En appuyant la gestion des ordures ménagères, et celles des boues de vidange à l'échelle de la commune, l'Action réduira significativement l'occurrence de maladies d'origine hydrique.

3.4. Risques et enseignements tirés

Les risques principaux sont liés :

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haut/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Au niveau national, maintien	Risque 1	Faible	Moyen	Renforcement du dialogue de politique enclenché au niveau central et décentralisé

de la volonté politique pour mettre en œuvre des politiques publiques en matière d'assainissement ;				afin d'assurer de la bonne compréhension des intérêts de chaque partie impliquée et des enjeux en matière d'assainissement et de protection de l'environnement.
financements insuffisants de la filière des déchets au niveau central et régional, notamment en raison des faibles capacités de mobilisation des recettes ;	Risque 2	Moyenne	Haut	Suivi dans le cadre du dialogue politique ainsi que l'accompagnement de la politique de décentralisation et la mobilisation de recettes au niveau local sur d'autres actions en cours de définition (qui représente un axe principal de la programmation conjointe, UE, France et Allemagne).
faibles capacités de gestion des entités décentralisés ;	Risque 3	Haute	Moyen	Recours au meilleur mode de gestion en fonction des compétences disponibles (Régie, Partenariats Publics Privés) et identification d'opérateurs privés ayant une expérience dans l'accompagnement à la gestion de la filière des déchets est également en cours.
adhésion des populations aux mesures nécessaires au fonctionnement de la filière des déchets.	Risque 4	Moyenne	Haut	L'expertise qu'offre l'AFD sur la gestion des déchets dans le District Autonome de Lomé depuis plus de 10 ans pourra être utilisée pour l'accompagnement des communes bénéficiaires dans les autres régions. Volets IEC significatifs dans le cadre du projet.
Enseignements tirés: Cette action s'inspire essentiellement des expériences des programmes PEAT 1 et 2, du PAUT, du PEA-OMD sur financement UE, des programmes financés par l'AFD et de la GIZ/KfW, les coopérations décentralisées ou autres banques de développement. De ces diverses expériences, les éléments suivants peuvent être retenus : <ul style="list-style-type: none"> • Nécessité d'organiser des 'baselines' et 'endlines' afin de faciliter le suivi des indicateurs de projet ; • Réflexion dès le démarrage sur comment intégrer au mieux les aspects transversaux, notamment celui du genre ; • Nécessité d'avoir un mode de gestion adapté au contexte, pour assurer la pérennité des investissements. La durabilité dépendra aussi du budget national mis à disposition pour les CT sur le long terme et les revenus des Municipalité. 				

3.5. Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est décrite ci-dessous :

L'action consistera en 2 volets qui contribuent tous deux à l'atteinte des deux objectifs spécifiques ciblés (OS1 et OS2):

Volet 1 : L'accompagnement des communes principales dans les 5 régions du pays (Dapaong, Kara, Sokodé, Atakpamé et Tésvié) dans la mise en fonctionnement des investissements faits dans le cadre des PEAT 1 et PEAT 2 du 11^{ème} FED et dans la gestion de la filière des déchets, depuis la collecte jusqu'au tri et recyclage ;

Volet 2 : L'augmentation des capacités du CET de Lomé en y intégrant notamment une dimension de tri, de recyclage, de valorisation des déchets et de production de biogaz, mais aussi du renforcement des capacités de la gestion intercommunale

L'action sera mise en œuvre soit via une subvention à une ONG ou à un consortium d'ONG, soit via une convention de contribution (gestion indirecte avec une agence d'un Etat membre) pour le volet 1 (4.2 M€) et via une convention de contribution avec l'AFD pour le volet 2 (5 M€).

Les principales parties prenantes seront les populations et les collectivités territoriales, mais aussi les autorités centrales (Ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires, Ministère de l'environnement), les organisations de la société civile togolaise impliquées dans l'assainissement des villes, ainsi que le secteur privé et les acteurs économiques opérant dans le secteur au Togo. Les partenaires de mise en œuvre, en particulier l'AFD sont également des acteurs clefs. **Pour la gestion des déchets solides** (collecte des déchets et exploitation du centre d'enfouissement) et **celle des boues de vidange** (vidange des fosses septiques et entreposage et traitement des boues), plusieurs modèles de gestion peuvent dès à présent être envisagés : gestion directe par la Mairie, création d'une régie, ou la mise en place d'une délégation de service public vers le secteur privé ou encore la société civile (CDQ) ou un modèle mixte. Cette gestion sera à définir au démarrage de l'action après le complément des études déjà existantes et réalisées sous les PEAT 1 et PEAT 2. En fonction du choix du modèle de gestion, le plan de renforcement de capacités sera défini, les campagnes de sensibilisation lancées, et le lancement du service effectué. Le modèle de gestion sera ensuite évalué et ajusté si nécessaire. Une passation progressive se fera entre le consortium d'ONG et la Mairie, avec un apprentissage pas-à-pas.

3.6. Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaine de résultats (@): (maximum 10)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Renforcer les services publics locaux au Togo	1. % de la population urbaine ayant accès aux services publics essentiels entre le début et la fin de l'action.	1. État 2021	1. À déterminer	1. Rapports ministériels et statistiques.	
Effet direct 1	Les capacités des collectivités territoriales sont renforcées en matière de gestion des déchets dans les 5 centres principaux du Togo et Lomé ,	1.1 Les filières des gestions des ordures ménagères et des boues de vidange sont mises en place et gérée de manière autonome par les collectivités 1.2 % des communes ciblées ayant une unité de gestion des déchets fonctionnelle 1.3 % des communes ciblées capable d'entretenir régulièrement leurs canaux, centre de tris et décharges finales.	1.1 et 1.2 État 2021 1.3 0%	1.1 et 1.2 A 1.3 100%	1.1 Rapports des services techniques des Mairies et du Ministère de l'Administration Territoriale, Décentralisation et Collectivités Locales	Maintien de la stabilité politique, sans troubles sociaux, ni politiques
Effet direct 2	La salubrité urbaine est améliorée dans les villes ciblées	2.1 % de la prévalence des maladies hydriques entre le début et la fin de l'Action sur les zones ciblées 2.2 % de la population ciblée et des ménages utilisant les services d'assainissement 2.3 % des écoles ayant accès aux services d'assainissement par niveau d'éducation	État 2021	À déterminer	2.1 Rapports santé publique – villes ciblées	Capacité de mobilisation améliorée des recettes communales
Produit 1 lié à l'effet direct 1	1.1 Une filière de gestion des ordures ménagères réaliste adapté au contexte et pérenne est organisée dans chacun des chefs-lieux ciblés par l'Action	1.1.1 Nombre de diagnostics urbains, incluant la production de scénarii réalistes et adaptés, complétés 1.1.2 Nombre de cadre de concertation et de réflexion mis en place par ville, conduisant au choix d'un modèle de gestion 1.1.3 Les capacités des différents acteurs sont renforcées ; les rôles et responsabilités de chacun définis ; un fichier abonnés par ville existe. 1.1.4 Une campagne IEC est réalisée par ville pour sensibiliser les populations sur la nécessité d'un service payant	1.1.1 État 2021 : à déterminer 1.1.2 État 2021 : aucun 1.1.3 État (2021) : à déterminer 1.1.4 État (2021) : aucun 1.1.5 État (2021) : aucun 1.1.6 Etat (2021) : à déterminer	1.1.1. À déterminer 1.1.2. À déterminer 1.1.3. À déterminer 1.1.4. À déterminer 1.1.5. À déterminer 1.1.6. À déterminer	1.1.1 Rapports de diagnostics et scénarii. 1.1.2. PV de réunions 1.1.3. fichiers abonnés ; PV de formation. 1.1.4 Rapports d'activité et fichier abonnés par ville 1.1.5. rapports de monitoring	

		1.1.5. Un système de suivi-évaluation est en place 1.1.6. À la fin de l’Action, le bilan comptable de la Mairie / Opérateurs est positif			1.1.6. bilan comptables des mairies	
Produit 2 lié à l’effet direct 1	1.2 Une filière de gestion des boues de vidange réaliste et adapté au contexte et pérenne est organisée dans chacun des chefs-lieux ciblés par l’Action	1.2.1 Nombre de diagnostics urbains, incluant la production de scénarii réalistes et adaptés, complétés 1.2.2 Nombre de cadre de concertation et de réflexion est mis en place par ville, conduisant au choix d’un modèle de gestion 1.2.3 Les capacités des différents acteurs sont renforcées ; les rôles et responsabilités de chacun définis ; un fichier abonné par ville existe. 1.2.4 Une campagne IEC est réalisée par ville pour sensibiliser les populations sur la nécessité d’un service payant 1.2.5 Un système de suivi-évaluation est en place 1.2.6 A la fin de l’Action, le bilan comptable de la Mairie / Opérateurs est positif	1.2.1 État 2021 : à déterminer 1.2.2 État 2021 : aucun 1.2.3 État (2021) : à déterminer 1.2.4 État (2021) : aucun 1.2.5 État (2021) : aucun 1.2.6 État (2021) : à déterminer	1.2.1. À déterminer (année) 1.2.2. À déterminer (année) 1.2.3. À déterminer (année) 1.2.4. À déterminer (année) 1.2.5. À déterminer (année) 1.2.6. À déterminer (année)	1.2.1 Rapports de diagnostics et scénarii. 1.2.2. PV de réunions 1.2.3. fichiers abonnés ; PV de formation. 1.2.4 Rapports d’activité et fichier abonnés par ville 1.2.5. rapports de monitoring 1.2.6. bilan comptables des mairies	
Produit 1 lié à l’effet direct 2	2.1 Le DAGL entité organisatrice des services publics locaux est appuyée dans la mise en place d’un système des déchets durables	2.1.1 Augmentation de xxx point de la mobilisation fiscale et non fiscal sur le territoire du Grand Lomé, entre le début et la fin de l’Action 2.1.2 Une étude d’optimisation fiscale de la filière est réalisée	2.3.1 État (2021) : à déterminer 2.3.2 État (2021) : aucun	À déterminer	2.3.1 Rapports d’activités AFD 2.3.2 Rapport de l’étude	Les décisions publiques reposent sur une analyse préalable permettant d’anticiper les effets attendus.
Produit 2 lié à l’effet direct 2	2.2 La gestion des déchets sur le territoire du Grand Lomé est amélioré	2.2.1 Inclusion d’un module de nanofiltration et d’ultrafiltration suivi et évalué sur le long terme ; 2.2.3 Nombre de centres de collecte intermédiaires réhabilités ou construits 2.2.4 Extension CET – 16 alvéoles		À déterminer		Le rôle du DAGL en tant que collectivité planificatrice et autorité organisatrice des services publics locaux, est renforcé. La sensibilisation des ménages sur les

						bonnes pratiques de gestion des ordures ménagères permet de réduire la quantité de déchets produite par habitant
--	--	--	--	--	--	--

4. MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1. Convention de Financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le gouvernement du Togo.

4.2. Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.3 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre de **60** mois à compter de la signature de la Convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés .

4.3. Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

4.4. Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE.⁸.

4.4.1. Gestion directe (subventions)

Subventions: (Gestion directe) – procédure d'attribution : Une subvention pourra être octroyée sur base d'un appel à proposition (ONG ou consortium d'ONG) pour l'exécution des activités reprises dans le volet 1 (Produits 1 et 2) de l'intervention.

a) Objet de la(des) subvention(s)

L'attributaire ou les attributaires de l'appel à proposition contribuent à l'atteinte des objectifs spécifiques 1 et 2 et de la mise en œuvre du volet 1 de l'intervention :

OS1 : Les capacités des collectivités territoriales sont renforcées en matière de gestion des déchets dans les 5 centres principaux du Togo et Lomé

OS 2 : L'amélioration de la salubrité à travers la limitation des déchets et des nuisances environnementales

Volet 1 :

- **P1** : Une filière de gestion des ordures ménagères réaliste adapté au contexte et pérenne est organisée dans chacun des chefs-lieux ciblés par l'Action ;
- **P2** : Une filière de gestion des boues de vidange réaliste et adapté au contexte et pérenne est organisée dans chacun des chefs-lieux ciblés par l'Action.

b) Type de demandeurs visés

Le type de demandeurs visés pour le volet 1 sont les ONG ou consortium d'ONG, nationales et/ou internationales.

4.4.2. Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre et/ou une organisation internationale

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'Agence Française de Développement (AFD) ou une autre agence d'un État membre.

La mise en œuvre implique :

⁸ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

- **l'OS1** : Les capacités des collectivités territoriales sont renforcées en matière de gestion des déchets dans les 5 centres principaux du Togo
- **l'OS2** : Améliorer la salubrité à travers la limitation des déchets et des nuisances environnementales

Pour le volet 1 :

Cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une agence d'un État membre. La mise en œuvre par cette entité implique :

- **P1** : Une filière de gestion des ordures ménagères réaliste adapté au contexte et pérenne est organisée dans chacun des chefs-lieux ciblés par l'Action ;
- **P2** : Une filière de gestion des boues de vidange réaliste et adapté au contexte et pérenne est organisée dans chacun des chefs-lieux ciblés par l'Action;

Pour le volet 2 :

Cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'AFD. La mise en œuvre par cette entité implique

- **P3** : La DAGL entité organisatrice des services publics locaux est appuyée dans la mise en place d'un système des déchets durables
- **P4** : La gestion des déchets solides sur Lomé est améliorée.

L'entité a été choisie de par son expérience dans la mise en œuvre d'une thématique semblable (Programme d'Environnement Urbain à Lomé 1, 2 et 3), de sa connaissance du Togo, et de la qualité de gestion des fonds de l'Union Européenne. Par ailleurs, la contribution au PEUL, phase IV sous forme de subvention permet de garantir la mobilisation de 15 000 000 EUR sous forme de prêt souverain de la part de l'AFD.

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives (activités)	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers, (EUR)
Modalités de mise en œuvre - cf. section 4.4		
Volet 1 : Produit 1 : 'Une filière de gestion des ordures ménagères réaliste, adapté au contexte et pérenne' Et Produit 2 : 'Une filière de gestion des boues de vidange, adapté au contexte et pérenne' composé de	4 200 000	
Subvention (gestion directe) – cf. section 4.4.1	4 200 000	
Volet 2 : Produit 3 : 'Le DAGL appuyée dans la mise en place d'un système de gestion des déchets' Et Produit 4 : 'La gestion des déchets sur le territoire du Grand Lomé est améliorée', composé de	5 000 000	15.000.000
Gestion indirecte avec l'ADF – cf. section 4.4.2	5 000 000	15 000 000
<i>Subventions — enveloppe totale de la section 4.4.1, EUR 4.200 000</i>		

Évaluation - Audit - cf section 5.2 et section 5.3	300 000	
Provisions pour imprévus	500 000	
Totaux	10 000 000	15.000.000

4.7. Structure organisationnelle et responsabilités

Maîtrise d'ouvrage :

Il appartiendra au gouvernement togolais de désigner la maîtrise d'ouvrage. Celle-ci pourrait être ancrée au niveau du Ministère du Plan ou du Ministère de l'Administration Territoriale, Décentralisation et Collectivités Locales est le Maître d'Ouvrage.

Maître d'œuvre :

Les 5 communes (Sokodé, Tsévié, Kara, Dapaong et Atakpamé) et le DAGL sont les Maîtres d'œuvre respectifs pour leurs entités pour la composante 'assainissement'.

Maîtrise d'œuvre déléguée

Le Maître d'œuvre délégué sera représenté par une à plusieurs ONG internationale pour les 5 communes, recrutées par appel à propositions et une ATI pour le DAGL.

Comité de Pilotage (CP) et Comité Technique de Suivi (CTS)

Un Comité de Pilotage sera mis en place sous la présidence du Ministère de l'Administration Territoriale, Décentralisation et Collectivités Locales. Outre les entités citées reprises ci-dessus, y participeront les Ministères techniques en charge de la santé, de l'environnement et des ressources forestières, de l'urbanisme et l'habitat, et de l'économie et des finances. Le Comité de Pilotage sera chargé de suivre la mise en œuvre du projet et de prendre, le cas échéant, les décisions d'orientation générale et de validation des grands arbitrages nécessaires. Il se réunit sur invitation du Président au début du projet et autant de fois que nécessaire mais au moins une fois par an.

Un Comité Technique de Suivi composé des mêmes institutions mais au niveau technique, auxquelles seront associés tout autre entité pertinente sera également mis en place. Le CTS donne son avis technique sur la coordination du projet, les appels à manifestation, l'exécution et le suivi des prestations de service. Il planifiera également tout type de réunion de travail nécessaire à la bonne mise en œuvre du projet. Il sera en charge de mettre en place toute la coordination du projet dès son démarrage (participants, fréquence des réunions etc.).

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer en tant qu'observateurs aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5. MESURES DE PERFORMANCE

5.1. Monitoring et Reporting

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

Par ailleurs, des 'baselines' et des 'endlines' devront être effectuées au démarrage du projet, ainsi qu'à sa clôture.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi via un plusieurs marchés de service.

5.2. Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours et finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandée(s) par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes et à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport à la définition des actions planifiées et des travaux à réaliser. L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte en particulier du fait que les collectivités locales auront à assumer l'exploitation et la maintenance des ouvrages réalisés dans le cadre de projets antérieurs.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins deux mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de service d'évaluation pourront être conclus (au titre d'un contrat-cadre).

5.3. Audit and Vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6. COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.